

POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE : VOLONTE, VERITE, UNITE

Les enjeux du congrès

Notre congrès intervient dans un moment politique particulièrement crucial. Les Français rejettent la politique de la droite. Ils le disent scrutin après scrutin. Ils veulent croire à un changement possible. Mais pour qu'ils adhèrent vraiment à la gauche, il faut que les socialistes les convainquent de la justesse de leur projet et de leur capacité à le mener à bien.

Notre congrès doit donc avant tout être utile aux Français. Ils attendent des propositions, une alternative, un espoir... Tel est l'enjeu essentiel : montrer que nous pouvons agir dans la durée, car pour transformer la société dans le sens de la justice et de la solidarité, il faut la durée. Elle requiert de ne pas décevoir et donc de produire des résultats concrets. Dès lors, il faut allier l'exigence de la vérité et la force de la volonté.

Notre congrès ne doit donc pas être la répétition de la controverse européenne. Le débat a eu lieu en notre sein. Les militants se sont exprimés –le 1^{er} décembre- dans un sens, une majorité de Français le 29 mai, dans un autre. Le « oui » et le « non » doivent être dépassés, sauf à vouloir instaurer entre nous un clivage irrémédiable, irréversible, indépassable. Ce serait un risque majeur pour notre Parti. Une situation nouvelle est créée. Il nous revient d'analyser les causes du vote du 29 mai, comme d'en mesurer les conséquences. Il faut prendre la mesure de la crise européenne. Elle est profonde. À nous – tous ensemble si cela est possible – de trouver les moyens de la résoudre pour remettre sur pied conformément à nos objectifs socialistes une Europe politique et sociale.

Notre congrès n'est pas non plus celui du choix de notre candidat pour l'élection présidentielle. Il est normal que des camarades y pensent et s'y préparent. Mais le moment n'est pas venu. C'est l'intérêt commun du Parti de définir d'abord son projet ; c'est l'intérêt de celle ou de celui qui sera notre candidat de ne pas s'exposer trop tôt. Nous connaissons nos règles : ce sont les militantes et les militants et eux seuls qui feront le choix qui nous permettra de nous rassembler toutes et tous derrière celui ou celle qui aura été désigné.

Notre contribution a donc pour but essentiel de caractériser la période politique qui est la nôtre et de présenter les priorités de notre projet. A partir du débat qui aura lieu, ses signataires, avec toutes celles et tous ceux qui voudront participer avec eux à la construction de cette alternative pour 2007, présenteront une motion pour notre congrès

Qui sommes-nous ?

Nous sommes socialistes. Certes, le monde qui nous entoure est désormais celui de la globalisation. Les conditions sont différentes, mais notre objectif n'a pas varié : nous voulons changer le monde. Nous combattons les injustices et les inégalités. Alors que l'avenir même de la planète est désormais menacé, notre socialisme est à la fois une critique du capitalisme et du productivisme et un projet de transformation de notre société.

Nous sommes internationalistes. Notre France est celle de la République universelle. Elle refuse tout repli nationaliste et n'oppose pas l'intérêt des travailleurs Français à celui des autres peuples. Dans la tradition de Jaurès, Blum et Mitterrand nous nous battons pour l'action collective des socialistes au niveau européen et mondial.

Notre socialisme est démocratique. La démocratie est la condition de la transformation sociale, et son accomplissement jusqu'au bout est notre perspective. Ces principes doivent s'appliquer à nous-mêmes : le vote des militants est le fondement de la vie collective de notre parti.

Nous sommes des socialistes volontaires. Le Parti Socialiste refuse le fatalisme comme l'incantation. Nous sommes un parti de gouvernement, et pas seulement un parti d'alternance : nous voulons construire l'alternative.

Nous sommes des socialistes sincères. Il n'y a qu'un seul type de réformisme socialiste, celui que dit dans l'opposition ce qu'il fera au pouvoir, et qui fait au pouvoir ce qu'il a promis dans l'opposition. Le Parti socialiste doit être le parti du respect de l'engagement pris. Il refuse le fatalisme comme l'incantation. Sa démarche repose sur la vérité et la volonté.

L'affrontement avec la droite est politique, idéologique et culturel. Nous menons un combat valeurs contre valeurs, projet contre projet. Nous défendons une conception de la politique qui apporte des solutions collectives afin de permettre l'émancipation individuelle.

Où en sommes-nous ?

La France va mal et se sent mal. Elle doute d'elle-même, alors qu'elle dispose de nombreux atouts. Elle s'interroge sur son identité et sa place, alors que nos concitoyens démontrent des capacités, chaque jour, d'initiative et de réussite. La politique de la droite a considérablement aggravé les difficultés du pays : le chômage, la précarité, les injustices et les inégalités ont progressé de concert. Ce faisant, Jacques Chirac n'a pas respecté la volonté populaire exprimée le 5 mai 2002. Il a ainsi amplifié toutes les causes de la crise que le 21 avril 2002 avait révélée. Il est désormais urgent de tourner définitivement cette page. Consciente de ses échecs, la droite –et Nicolas Sarkozy en tête– tente d'accréditer la thèse d'une alternance possible en son propre sein. Et de créer des différenciations plus ou moins artificielles pour mieux occulter leur responsabilité commune dans la situation du pays.

Un large rejet du libéralisme s'exprime dans notre pays. Le vote du 29 mai s'est inscrit dans une crise sociale et politique. Il a sanctionné la politique de la droite et contesté le fonctionnement de l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui. L'Union européenne n'est pas apparue suffisamment protectrice même aux yeux d'un grand nombre d'électeurs de gauche européens de cœur. Le paradoxe a voulu que le traité constitutionnel, qui apportait des réponses au moins partielles à ces insatisfactions, en ait fait les frais.

Mais, convenons que dans un tel contexte, nous ne sommes pas parvenus à emporter la conviction. Ce vote traduit une inquiétude répandue dans presque toutes les catégories sociales, faite d'un sentiment de dépossession de la maîtrise de son destin, de craintes quant à l'avenir de son emploi et de ses garanties sociales.

Nous sommes dans une société diversifiée et fragmentée , où les lignes de clivage entre catégories sociales et au sein de chaque catégorie sont nombreuses selon le statut d'emploi, l'appartenance au secteur public ou secteur privé, la situation familiale, le logement etc.... Tout cela ne donne pas mécaniquement des oppositions simples même si les classes sociales demeurent. Il faut se méfier des regroupements factices qui opposent simplement deux France. Il faut au contraire comprendre les préoccupations de chaque catégorie sociale pour dégager les intérêts communs et pour donner une perspective d'ensemble.

L'aspiration à un changement fondamental de politique face à la crise économique, sociale, démocratique, est plus forte que jamais. La droite peut être battue en 2007. Mais la gauche ne pourra pas gagner sur la seule base d'un rejet de la droite. La gauche doit être à la hauteur des enjeux pour offrir une alternative réussie et durable en 2007.

I – Pour un nouvel âge du socialisme

Il nous faut d'abord comprendre les défis du monde tel qu'il est. À cet égard, nos responsabilités dépassent les seuls enjeux des échéances à venir. Il s'agit d'ouvrir de nouvelles voies pour les générations futures, de susciter un nouvel espoir autour de nos idéaux, de construire un nouvel âge du socialisme.

1. Un monde sans repères

Depuis une vingtaine d'années, nos sociétés ont été bouleversés avec une force seulement comparable à celle qu'ont représentées l'industrialisation ou les deux guerres mondiales. La révolution technologique, l'effondrement du « modèle communiste » ont changé la donne historique. Dans les faits comme dans les consciences, nous vivons dans un monde nouveau.

La chute du mur de Berlin a ouvert la voie à une nouvelle phase d'expansion du capitalisme à l'échelle planétaire. La croissance mondiale est de nature chaotique et profondément différente de celle des Trente Glorieuses. Elle s'accompagne d'une nouvelle organisation du travail et de nouveaux rapports sociaux. Le capitalisme financier impose ses règles, particulièrement ses exigences de rendement. Il organise une mise en concurrence à l'échelle internationale des systèmes sociaux, fiscaux, environnementaux, exerçant une forte pression sur les Etats nationaux. Il pousse à la marchandisation des activités humaines.

Un monde qui pouvait sembler rassurant parce qu'en apparence maîtrisé par l'action politique a laissé la place à un autre, caractérisé par la fluidité et la rapidité des échanges, par l'affaiblissement des Etats et des acteurs politiques traditionnels. La mondialisation qui caractérise notre époque, si elle comporte par certains aspects des facteurs de progrès, est source d'injustices, d'incertitudes, d'insécurités. L'instabilité est partout. Les dégâts sociaux, humains, écologiques, sont considérables.

Les organisations internationales, créées au sortir de la seconde guerre mondiale, ont été dépassées. Certaines d'entre elles accompagnent et favorisent la dérégulation. L'ONU a été affaiblie. L'unilatéralisme américain impose son ordre politique, économique, militaire pour consolider une domination concurrencée par de nouvelles grandes puissances, la Chine, l'Inde, demain le Brésil. Dans un monde par trop inégalitaire, les sources de conflit sont nombreuses. Cette situation est utilisée par la violence aveugle et le terrorisme.

2. Les peurs du siècle

Des peurs de nature différente caractérisent le moment dans lequel nous vivons. Elles travaillent en profondeur notre société. Sur fond de chômage de masse, l'angoisse de la perte d'emploi, celle de ne pas en trouver un, et celle –même- que l'école et le diplôme ne suffisent pas à se protéger, sont ancrées dans les esprits. Le travail lui-même est touché, il évolue vers toujours plus de précarité et de flexibilité.

Ces craintes se sont étendues aux relations internationales, avec la multiplication des conflits et l'émergence d'un terrorisme planétaire jouant un rôle particulier dans cette évolution à la façon d'un catalyseur, aux questions sociétales et aux bouleversements écologiques. S'ajoute à cela l'impact psychologique de catastrophes naturelles face auxquelles l'humanité paraît démunie.

Les bouleversements des relations familiales et personnelles viennent amplifier le désarroi. Tous ces désordres se conjuguent dans l'expérience de chacun. L'instabilité mondiale - à laquelle chacun est confronté au travers des médias - et l'instabilité du quotidien forment un tout. Il en résulte le sentiment d'une grande vulnérabilité des individus.

Le besoin de protection est, sous des formes diverses, devenu un élément structurant des comportements politiques et des choix électoraux.

Les peuples cherchent des repères qui donnent un sens. Ils ont besoin de valeurs, d'un idéal, d'un espoir. Les références idéologiques n'ont donc pas disparu. La domination du libéralisme est contestée, mais la recherche de nouvelles solutions est confuse. Une course de vitesse est engagée entre une alternative progressiste d'une part et différentes formes de réponses aux peurs d'autre part : nationalisme, libéralisme, bonapartisme,... C'est dans ce cadre qu'il faut analyser la prétention de l'intégrisme religieux à profiter du vide pour s'ériger en force politique.

L'issue de cette course n'est pas jouée d'avance. Mais pour emporter l'adhésion des peuples, la gauche doit d'abord rassurer et savoir proposer des changements qui redonnent confiance dans la réussite collective.

3. Une nouvelle phase pour le socialisme

Le socialisme et la social-démocratie en Europe ont longtemps su maîtriser le capitalisme dans le cadre des Etats nationaux, par la redistribution, la protection sociale, les services publics.

Avec l'expansion du capitalisme à l'échelle de la planète, une offensive idéologique s'est déployée pour installer le libéralisme et la « démocratie de marché » comme le seul modèle possible, acculant dans un premier temps la pensée socialiste à la défensive, à savoir : la préservation des acquis sociaux et des mécanismes de sécurité collective.

Mais ce règne sans partage s'achève. Contesté par les peuples en raison de l'explosion des inégalités qu'il génère, le libéralisme a conduit à l'apparition de nouvelles formes de contestation. C'est ainsi qu'a émergé la revendication d'un « autre monde » dont le mouvement alter-mondialiste est une des formes.

Les conditions du combat socialiste ne sont donc pas moins favorables qu'hier. C'est le paradoxe de la mondialisation : elle aggrave les inégalités, mais rapproche en même temps les citoyens et débouche sur l'émergence d'une conscience mondiale... L'élévation générale du niveau de formation et de culture, la masse de plus en plus grande des richesses produites, les nouveaux outils de communication, la généralisation du salariat et

l'urbanisation massive du pays offrent un potentiel sans précédent de mobilisation. Ces conditions procurent une actualité nouvelle aux valeurs de gauche. Cette époque est la nôtre.

Il faut sortir du « ni ni », « ni archaïques », « ni sociaux libéraux » et ouvrir une phase de conquête offensive. C'est ce que nous avons empiriquement commencé à faire entre 1997 et 2000, avec des réformes qui représentaient de nouvelles avancées, en rupture avec l'idéologie libérale : 35 heures, emplois jeunes, CMU, APA...

La gauche doit désormais donner une dimension nouvelle à ce qui avait été la démonstration d'une autre politique possible. Elle doit montrer ce qu'il est possible de changer, inventer de nouveaux instruments d'action, agir à l'échelle européenne et internationale, dire la vérité sur les marges de manœuvre, ouvrir de nouvelles conquêtes.

S'ouvre le temps d'un nouvel âge du socialisme.

II – Les fondamentaux du projet socialiste

Un changement en profondeur suppose l'action continue d'une gauche dont les objectifs s'inscrivent au-delà des limites d'une seule mandature. Nous devons porter un projet collectif de long terme pour relever les défis de notre époque et redonner son sens à l'idée de progrès. C'est de cette façon que nous représenterons un nouvel espoir.

Il faut donc tirer de notre histoire, de nos succès, mais aussi de nos difficultés récurrentes aux responsabilités, des conséquences cohérentes au travers d'une méthodologie nouvelle pour réussir le changement. Elle devra reposer sur trois piliers :

- Une démarche : la prévention face aux inégalités,
- Une méthode : la démocratie
- Un impératif : le développement durable

1. Pour protéger : prévenir, promouvoir, prévoir

L'Etat est aujourd'hui affaibli. Moins sans doute dans la réalité de ce qu'il peut faire que dans la conscience de nos citoyens. Le rétablissement de sa légitimité et de son efficacité est indispensable.

Les socialistes assument clairement la capacité pour une société démocratique de choisir sa voie. Mais, l'Etat lui-même doit évoluer. Il doit désormais être organisée autour de trois principes : prévenir, promouvoir, prévoir.

- **Prévenir** : Il s'agit désormais de s'attaquer à la racine des inégalités et d'intervenir en amont des désordres et non plus simplement de réparer les dégâts causés par un système injuste. L'Etat préventif prend ici tout son sens. Dans de nombreux domaines tels que la santé, l'éducation, la sécurité, la protection de l'environnement, une telle politique est non seulement plus pertinente et plus efficace mais aussi moins onéreuse. L'Etat doit donc anticiper, prévenir les risques et réduire les causes mêmes des injustices.

- **Promouvoir** l'égalité réelle et l'émancipation de chacun vont de pair. Les origines et la condition sociale ne peuvent écrire d'avance le destin des individus. Les politiques publiques

doivent prendre en compte la profondeur des inégalités et la spécificité des situations individuelles. Qu'il s'agisse de chômage, d'échec scolaire, d'exclusion sociale, de comportements délinquants, le traitement des difficultés rencontrées implique, de la part de l'Etat, de nouvelles méthodes de travail : l'accompagnement personnel, l'évaluation régulière des situations et la fin du cloisonnement des administrations. La gauche durable engagera une action positive personnalisée pour rétablir la possibilité d'une promotion sociale pour tous.

- **Prévoir** : La France ne peut trouver son épanouissement futur que dans une avancée puissante vers la société de la connaissance. Ce qui exige un effort considérable en faveur de la recherche, de l'enseignement supérieur, de la formation. Cette exigence appelle des moyens financiers supplémentaires, mais aussi des changements d'organisation permettant de hisser la préparation de l'avenir au premier rang des priorités.

L'instrument naturel, pour faire vivre ces principes, est un service public renforcé et rénové. Le service public est en effet la traduction d'une République en acte qui garantit à chacun le respect de ses droits fondamentaux, assure l'égalité comme la cohésion sociale et territoriale. À côté des missions fondamentales (Education, Energie, Transports, Communication) qui doivent échapper aux critères du marché, les besoins sociaux fondamentaux doivent donner lieu à la création de nouveaux services publics (Enfance, autonomie des personnes âgées, logement, service bancaire de base par exemple). Ces nouvelles politiques exigeront des moyens humains, une formation et une valorisation des métiers de ceux qui travaillent au service de l'intérêt général. Parallèlement, le service public devra impérativement renouer avec ses principes fondateurs : égalité dans l'accès, continuité, adaptation à l'évolution des besoins, transparence à l'égard de ses usagers et exemplarité de gestion.

Le retour d'un Etat volontaire, préparant l'avenir, prévenant les inégalités appelle nécessairement des ressources publiques dynamiques. Et ceux qui ont fait l'apologie des baisses d'impôts ont permis à la droite d'appauvrir l'Etat et d'amoindrir gravement la justice fiscale, à travers la réduction de la progressivité de l'impôt sur le revenu.

Aujourd'hui, la véritable commande de dire qu'il ne peut y avoir de services publics et de redistribution sans un effort contributif et que, dans l'état des finances publiques que laissera la droite à la France, le niveau des prélèvements obligatoires ne pourra pas être diminué. En revanche, l'efficacité économique de la justice fiscale appellera une réforme d'ampleur d'impôts d'Etat (à travers la progressivité de l'impôt sur le revenu, la suppression des niches fiscales et la diminution des prélèvements indirects) et de la fiscalité locale (notamment la taxe d'habitation). La réforme de l'Etat, de son organisation, de ses financements, de ses méthodes est donc la première condition de la réussite d'une politique de changement.

2. La démocratie jusqu'au bout

La démocratie constitue à la fois notre objectif et le passage nécessaire pour mener à bien nos réformes.

Une part des difficultés rencontrées par la gauche dans le passé tient à la faiblesse de la démocratie sociale, à une conception restrictive de l'intérêt général à la seule sphère de l'Etat, à un rôle insuffisant donné à la négociation collective, à une attitude distante ou condescendante à l'égard du mouvement associatif.

La construction d'une véritable démocratie sociale et la naissance d'une démocratie participative qui associe les citoyens aux décisions qui les concernent au-delà du seul moment des élections sont donc des objectifs prioritaires pour la gauche.

Mais, l'ampleur de la crise actuelle –qui tourne aujourd'hui à la crise de régime, dévoile en fait la nécessité de repenser nos institutions qui deviennent un frein au changement. La concentration du pouvoir, l'irresponsabilité de l'Exécutif et le rôle résiduel laissé au Parlement –y compris dans sa fonction de contrôle, la centralisation excessive de l'action comme de ses moyens, l'éloignement des citoyens aux décisions qui les concernent... Bref, l'organisation même de nos institutions crée une coupure grandissante entre les Français et ceux qui les représentent, au-delà même des alternances. Pour retrouver la République, il faut d'abord changer la République. Le changement démocratique devient une des conditions du changement social.

3. Un impératif : le développement durable

L'enjeu écologique se pose chaque jour avec plus d'acuité. Les inquiétudes d'hier sont devenues les vérités scientifiques d'aujourd'hui. Toutes les expertises confirment la gravité et l'intensité des menaces.

La planète est en danger. Le réchauffement climatique et la raréfaction des ressources naturelles sont dramatiquement aggravés par la surconsommation énergétique. L'impact sur la santé publique est déjà considérable : la pollution engendre 3 millions de décès pédiatriques par an dans le monde.

Cette crise écologique s'accompagnera d'une crise économique et sociale de même ampleur si des mesures radicales ne sont pas mises en œuvre dans des délais désormais courts pour changer notre modèle de développement, qui demande plus à la planète que ce qu'elle peut donner. L'épuisement à brève échéance de ressources comme le pétrole devrait achever de convaincre les plus rétifs de répondre immédiatement à l'état d'urgence écologique.

La seule action sur l'effet de serre, il exigerait de diviser par quatre nos émissions de gaz. Le protocole de Kyoto, déjà si difficilement appliqué, ne représente qu'une partie de l'effort considérable que nous devons réaliser.

Mieux vaut entreprendre cette révolution de gré que de force. C'est-à-dire en faire tout de suite une priorité de nos choix. Chacune de nos politiques doit contenir l'exigence de développement durable. L'écologie n'est plus un « supplément vert » à notre programme. Elle le commande au même titre que la justice sociale et la démocratie.

Cet impératif ne nous condamne pas à moins de croissance, mais à plus de développement. Il n'est pas un retour en arrière, mais une confiance renouvelée et maîtrisée dans le progrès et dans la science. L'effort de recherche, d'innovation, d'investissement et d'équipement qu'il implique conduit à une croissance forte fondée sur un cycle technologique nouveau. Et l'environnement est un facteur puissant de créations d'emplois.

La société du développement durable porte en elle un nouveau stade du développement humain. Elle renoue avec l'idée d'un progrès partagé et planétaire.

III – Les priorités du projet socialiste

Les socialistes veulent permettre aux Français de reprendre confiance. Ils s'attacheront notamment à cinq grandes priorités.

1. Vouloir le plein emploi

La France peut connaître à nouveau le plein emploi. Le Gouvernement de Lionel JOSPIN (930 000 chômeurs, 2 millions d'emplois créés en cinq ans) et l'exemple de plusieurs pays sociaux-démocrates montre que l'on peut concilier compétitivité internationale, fort taux d'emploi et bonne protection sociale. Si les Français doutent aujourd'hui de notre capacité à retrouver le plein emploi c'est en raison de l'échec cuisant de la droite depuis 2002.

Nous réaffirmons donc notre volonté de mener une politique déterminée de lutte contre le chômage qui passe par :

a) une croissance forte

Certes la croissance ne se décrète pas car elle est en partie tributaire de la croissance mondiale et de celle de la zone euro. Mais l'expérience prouve que l'on peut la raffermir (sous Jospin) ou l'étouffer (Raffarin, Sarkozy).

Notre relance de la croissance sera portée par :

- un très fort soutien à la recherche et l'innovation et une modernisation de l'université ;
- une politique industrielle volontariste définissant clairement quelques secteurs clés pour l'avenir du pays (biotechnologies, nanotechnologies, information et communication etc) ;
- un partenariat renforcé avec les pays de la zone euro pour favoriser l'adoption de politiques économique, monétaire et fiscale favorable à la croissance ;
- un soutien raffermi à la création d'entreprises, aux PME/PMI et au secteur de l'économie sociale ;

b) une augmentation du pouvoir d'achat

Augmenter les salaires et le pouvoir d'achat contribuent à la fois une nécessité économique (cela entretient la croissance), une exigence sociale (chacun doit pouvoir vivre décemment des fruits de son travail) et un outil d'incitation au retour au travail.

Aujourd'hui le revenu global des salariés modestes est insuffisant. L'Etat doit à la fois :

- inciter les employeurs à augmenter les salaires : ce sera l'objet de la conférence salariale annuelle ;
- transformer la prime pour l'emploi en prime au pouvoir d'achat et alléger les cotisations sociales payées par les salariés ;
- réduire et conditionner les exonérations sociales patronales en les liant à des contreparties de salaires ou d'emplois ;
- favoriser le retour au travail des chômeurs de longue durée en leur permettant de cumuler pendant plusieurs mois salaire et allocations ;

c) une sécurité accrue face au chômage

Confrontées à la compétition internationale les entreprises exigent toujours plus de « souplesse » dans la gestion de leurs ressources humaines et celles qui sont soumises aux exigences excessives de leurs actionnaires ont trop souvent tendance à faire des salariés la « variable d'ajustement » permettant de maximiser les profits à court terme.

Nos concitoyens n'acceptent plus la précarité liée à cette financiarisation de l'économie et attendent à juste titre une protection accrue contre les conséquences des licenciements, une « sécurisation des parcours professionnels ».

Il s'agit de permettre des transitions pour chaque salarié durant toute sa vie active entre les temps de formation, d'emploi et de reconversion.

Cette avancée sociale suppose la conjugaison de plusieurs dispositifs :

Les premiers s'appliquent aux entreprises : les employeurs doivent explorer les évolutions alternatives aux licenciements : formation, mobilité interne...

Les seconds doivent permettre aux salariés de maîtriser les étapes successives de leur carrière professionnelle. A cette fin, nous proposons de mettre en place un contrat de reclassement dont la vocation sera de garantir à tout travailleur une continuité des droits sociaux au cours de sa vie active ainsi que les moyens de retrouver un emploi.

Nous créerons un droit individuel à la formation tout au long de la vie, ouvert à tous, qui accorde d'autant plus de droits à la formation continue que la formation initiale a été brève et non diplômante et dont l'accès soit garanti par une prise en charge financière.

Les troisièmes doivent concerner les bassins d'emplois. Face aux restructurations, c'est à ce niveau que s'opèrent le plus fortement les mobilisations et que s'expriment concrètement les solidarités.

Dans le prolongement de l'obligation de réindustrialisation sur place posée, nous proposons la création d'une Agence Nationale de réindustrialisation financée pour l'essentiel par un fonds de mutualisation abondé par les entreprises. En cas de départ d'une entreprise industrielle, l'agence se substituera à l'entreprise pour garantir le revenu des ex-employés durant la période nécessaire pour réimplanter des activités sur le site.

d) Une réforme fiscale au service du travail et de la consommation

Pour revaloriser les salaires directs sans remettre en cause la productivité des entreprises, ni le financement de la sécurité sociale, des marges de manoeuvre financières doivent être dégagées pour les entreprises de main d'oeuvre. C'est pourquoi nous proposons d'asseoir une partie des cotisations patronales non plus sur les seuls salaires, mais sur l'ensemble de la valeur ajoutée, c'est-à-dire la richesse produite, qu'elle rémunère le travail ou les profits. Cette réforme, dont l'application aura pour effet majeur de favoriser l'augmentation des salaires directs et la création d'emplois dans les secteurs (aussi bien industries que services) à fort contenu en emploi. Par ailleurs, les cotisations patronales seront modulées en fonction de la durée des contrats de travail ou du nombre de contrats précaires dans l'entreprise.

Dans le même esprit, nous proposons de moderniser notre outil fiscal afin que l'impôt soit juste et incitatif envers celles et ceux qui travaillent. Nous proposons donc de :

- Fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG, afin de renforcer la progressivité de la fiscalité directe. Ce nouvel impôt serait proportionnel pour les bas revenus et progressif pour les hauts revenus ;

- Supprimer la fiscalité particulière sur les stocks options et, à l'inverse, fiscaliser à un taux élevé les indemnités de départ des dirigeants d'entreprises et les avantages exorbitants de retraite.

e) Un effort particulier en faveur des jeunes et des seniors

Pour que les créations d'emplois débouchent sur une baisse du chômage, il est fondamental de les cibler en direction des personnes qui sont actuellement de plus en plus exclues du marché du travail, et notamment :

- Les jeunes : dans le secteur privé, un « contrat unique d'insertion dans la vie professionnelle », sera créé, permettant d'alterner temps de formation et temps de travail, dans le secteur public comme dans le privé. La généralisation des formations en alternance, en lien avec les partenaires sociaux et sur la base des besoins des bassins d'emploi et des débouchés professionnels qu'ils offrent, seraient de nature à replacer durablement les jeunes dans l'emploi ; ce nouveau contrat de travail sera revalorisé par rapport à l'actuelle grille de rémunération de l'apprentissage tandis que l'accent sera mis la qualité de la relation de travail entre l'employeur et le jeune. Dans le secteur public et associatif, la politique des emplois jeunes sera réactivée en relation avec les dispositifs d'emplois tremplins développés dans les régions.
- Les travailleurs expérimentés : pour les plus de 50 ans, un « chèque seconde chance » : les difficultés d'emploi rencontrées par les seniors tiennent le plus souvent à leur manque de formation initiale. Ainsi, tout salarié de plus de 45 ans se verra offrir, sans être nécessairement au chômage, un bilan de compétences ;
 - Une formation qualifiante adaptée à ses aspirations et aux besoins des entreprises
 - Une action de reconversion dans un autre emploi.
 - Tout au long de son itinéraire il sera suivi par un référent unique, véritable partenaire pour son retour à l'emploi.

f) La généralisation de la réduction du temps de travail

Enfin, la réduction du temps de travail sera parachevée. Sa mise en place a été à l'origine de plus de 400 000 emplois soit l'un des plus vastes mouvements historiques de création d'emplois qu'ait connu notre pays. La réduction du temps de travail est donc un acquis social, un outil de conciliation plus harmonieux de la vie professionnelle et de la vie privée. Les socialistes n'acceptent pas que cet acquis ait été remis en cause par la droite générant une inégalité entre salariés de grandes et de petites entreprises. C'est pourquoi nous nous engageons à continuer à généraliser ce processus à tous les salariés grâce à une grande négociation interprofessionnelle ayant pour objectif d'aboutir à des accords majoritaires dans l'ensemble des entreprises.

2. Refonder l'ambition républicaine

Une triple ségrégation sociale, territoriale, ethnique, menace la République. Dans le « ghetto français », les inégalités sociales se conjuguent désormais avec des disparités territoriales exacerbées, des inégalités culturelles et des discriminations de toute nature. Un million d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté, des millions de femmes sont des « travailleuses pauvres », plus de 6 millions d'habitants vivent dans des quartiers où la violence est présente. Le déterminisme des origines écrit à l'avance le destin des enfants et les inégalités

se reproduisent. Des tendances au repli communautaire apparaissent. Ces fragmentations ne remplacent pas les antagonismes de classes sociales : elles s'y ajoutent.

Depuis 2002, la politique de la droite a cette désagrégation. La suppression des dispositifs d'insertion par le travail, le développement de la précarité, le renoncement à la priorité éducative, l'abandon des quartiers, le laisser-faire de la spéculation immobilière... Tout cela pèse sur la confiance dans la République et ses instruments.

Il en résulte une crise du civisme, du vivre ensemble et des valeurs collectives. Elle est le produit du décalage qui s'est créé entre la vigueur des proclamations « liberté, égalité, fraternité » et la douleur de la réalité.

Les libéraux y voient une occasion historique d'en finir avec le « modèle français », car la droite assume désormais sa volonté de faire marcher la France au pas des standards du modèle anglo-saxon.

Pour nous au contraire, le pacte républicain reste une référence. Ces valeurs sont fondamentales pour notre la société, le mouvement de la jeunesse fustigeant le Bac à deux vitesses l'a encore illustré récemment. Mais il ne doit pas être protégé de façon défensive, comme s'il était le dernier vestige d'une époque révolue.

Nous devons montrer la modernité de ses valeurs. La promotion du civisme, de l'éducation à la règle collective, du respect des droits et devoirs de citoyens appellent des actes symboliques et fondateurs comme la création d'un Service civil obligatoire. Le sentiment d'appartenance à la communauté nationale, la générosité républicaine, le sens du collectif, la laïcité qui transcende les convictions et les confessions doivent être développés pour endiguer le repli sur la marchandisation comme le communautarisme.

a) L'éducation pour tous

Alors que 34% d'une classe d'âge accédait au bac en 1980, cette proportion est de 70% aujourd'hui. Mais notre système éducatif est en proie à un profond malaise. La massification de l'accès à l'éducation ne s'est pas prolongée par une véritable démocratisation.

Le pourcentage de bacheliers a décru récemment. 60 000 jeunes quittent chaque année le système scolaire sans qualification. Les enfants de famille ouvrière ne représentent que 10 % des étudiants. L'école ne parvient plus à assurer la promotion sociale : les inégalités de départ (revenu, logement, santé) ont un effet direct sur les résultats scolaires.

Certes, l'école a résisté, mais elle est devenue aujourd'hui un point névralgique des phénomènes de ségrégation sociale et ethnique. Le prix du mètre carré dans les villes est fonction de la réputation du collège du secteur.

Les violences scolaires continuent de progresser. La société et, singulièrement, les parents doutent des capacités de l'école et même de l'université à assurer un avenir professionnel aux générations futures. Les zones d'éducation prioritaires qui devaient corriger les inégalités, ont conduit à un nouveau dynamisme des équipes pédagogiques, mais les ressources allouées à un enfant scolarisé en ZEP sont à peine de 8% supérieures à celle allouée à un enfant hors ZEP.

Les Français ne retrouveront confiance en l'école que si elle ouvre à chacun les voies de l'excellence. Mais ces voies d'excellence ne sont pas les mêmes pour tous. Si l'école veut être juste, il lui faut utiliser la richesse et la diversité de chaque élève pour que chacun aille jusqu'au bout de lui-même. Pour gagner le combat pour l'égalité réelle à l'école, nous proposons :

- Un service public de la petite enfance. Les inégalités de départ marquent bien souvent le parcours de toute une vie. C'est pourquoi il faut « investir dans les bébés » pour permettre à tous les enfants d'entrer à l'école avec une chance égale de réussite : crèches, garde d'enfants, suivi médical et psychologique doivent accompagner le travail de l'école maternelle.
- Le soutien des projets hors temps scolaires de la maternelle à la fin du collège : pas un enfant entre 6 et 16 ans qui ne soit pris en charge à la sortie de l'école (activités sportives, culturelles...).
- La création d'internats pour prendre en charge les jeunes qui ont besoin d'être soutenus ou en situation de rupture
- La mise en place d'un dispositif national de tutorat scolaire pour soutenir les élèves en difficulté scolaire ;
- La dotation de moyens deux fois supérieurs par élève en ZEP. Ceci doit aboutir dans le primaire à limiter dans ces établissements les effectifs à 10 élèves par classe.
- Une politique ambitieuse pour l'enseignement supérieur nécessaire pour permettre au plus grand nombre d'accéder à l'excellence, mais d'être aussi capable de changer d'activité au cours d'une carrière compte tenu des évolutions du marché du travail. Notre objectif est d'amener d'ici 10 ans 60 % d'une classe d'âge à Bac +4. Mais aussi de permettre un meilleur encadrement et de consolider les pôles structurants d'enseignement et de recherche, d'assurer le recrutement pluriannuel des jeunes enseignants-chercheurs, d'améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants, dans le logement, l'accueil et les ressources ;

Cet effort qui doit permettre à l'éducation nationale de mieux remplir sa promesse égalitaire devra évidemment être soutenu par la nation tout entière. L'Etat y apportera les moyens, mais elle sera particulièrement l'œuvre des enseignants et de tout le personnel de l'Education Nationale sans qui rien d'important ne peut se faire dans les établissements.

Nous proposons, pour ce faire, d'ouvrir une large concertation dès avant 2007 avec les syndicats de l'Education Nationale pour faire le point sur les conditions d'exercice du travail éducatif aujourd'hui. Elles ont changé dans les dernières décennies. Nous devons en tenir compte pour l'avenir en termes de recrutements, de formation, d'évolutions de carrière.

b) Un logement pour tous

Pénurie de logements, explosion des loyers, spéculation immobilière, la part du budget des ménages consacrée au logement augmente considérablement. De plus en plus de Français ne parviennent pas à accéder à un habitat correspondant à leurs moyens économiques. La mobilité résidentielle est aussi faible que la mobilité sociale. L'appartenance au territoire signe plus que jamais l'appartenance à une catégorie sociale. La concentration urbaine des difficultés sociales conduit à un déclassé économique, social, culturel de millions de Français. La politique de la ville n'a pas inversé la tendance à la ségrégation urbaine, pas plus qu'elle n'a empêché la constitution de ghettos.

Nous proposons :

- Une véritable politique de mixité sociale, avec un renforcement des obligations pesant sur les villes en matière de logement social. Elle doit s'accompagner d'une maîtrise du foncier. Des moyens réglementaires et fiscaux nouveaux seront consacrés à cet objectif, en liaison avec les collectivités locales, et notamment les agences foncières régionales.
- De nouvelles « villes nouvelles » : un grand plan de relance urbain intégrant la construction massive de logements de toute sorte (sociaux et privés) pour permettre l'accès de tous à des logements moins chers, de meilleure qualité, dans des quartiers équilibrés et attractifs.
- Un effort national de construction en tirant les leçons des années 60 (grands-ensembles), des années 70-80 (villes nouvelles) ainsi que des limites des politiques de la ville. Priorité serait donnée à un plan de mobilisation contre le « mal logement » et les logements d'urgence.
- Un système d'assurance-logement comprenant la suppression des cautions pour les locataires, l'encadrement des garanties de ressources exigées par les propriétaires, la création d'un fonds de garantie des loyers pour les propriétaires.
- Une revalorisation des aides personnelles en faveur des familles, et notamment des jeunes ménages.

c) La culture pour tous

La gauche établit un lien étroit et intime entre la culture et la transformation de la société. L'essor culturel partagé favorise la mémoire collective, la recherche individuelle, la transmission et la création. Il participe du « vivre ensemble ».

Un service public culturel peut contribuer à redonner un sens à un projet collectif. Le développement et la diffusion des pratiques culturelles passent par la défense de la création artistique et donc des créateurs ainsi que par l'indépendance des productions culturelles.

Pour réaliser ces objectifs, nous nous engageons à :

- Limiter les concentrations dans le domaine des industries culturelles : livre, disque, cinéma ;
- Promouvoir la production indépendante par des fonds d'incitation à la création, des garanties et avances remboursables pour l'aide aux projets ;
- Combattre pour l'égalité par une éducation culturelle et artistique à l'école ; par un plan pour l'implantation d'équipements culturels dans les territoires défavorisés ; par la relance de l'éducation populaire ;
- Consolider les droits des artistes l'emploi culturel en promouvant le droit d'auteur dans l'environnement numérique ; en préservant le droit des intermittents dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle mais aussi en assurant le financement de l'action culturelle par la solidarité nationale ; en améliorant la situation sociale des artistes plasticiens ;
- Proposer une loi de programmation pour rénover le spectacle vivant ;
- Construire une politique culturelle européenne pour intensifier la circulation des œuvres, reconnaître la diversité culturelle ; créer un fonds de soutien européen pour les industries culturelles.

La gauche se doit d'être, plus que jamais, en France et en Europe, fidèle à son engagement en faveur du développement culturel et de sa diffusion. C'est l'essence de son projet au coeur du pacte social et républicain qu'elle entend proposer et défendre.

3. Promouvoir l'égalité réelle

a) l'égalité pour tous et toutes

Et d'abord l'égalité Homme / Femme qui exige de :

- Donner aux femmes les moyens de leur autonomie en créant un véritable service public de l'enfance ; en luttant contre la pauvreté des enfants, notamment des mères isolées par des mesures positives, dans le calcul des droits sociaux et notamment des retraites ; en adaptant les services publics aux nouveaux rythmes de vie ; en améliorant la prise en charge collective des personnes dépendantes (âgées ou handicapées, qui incombe le plus souvent aux femmes).
- Promouvoir une loi anti-sexiste qui donnerait notamment aux victimes de violences conjugales le droit de conserver leur domicile.
- Développer des actions de prévention par l'éducation des filles et des garçons au respect des genres et à la mixité.
- Valoriser les représentations positives des femmes.

De même les personnes handicapées subissent trop souvent encore une discrimination notamment à l'embauche et dans le logement. L'absence de discrimination doit être recherchée pour que la différence que portent les personnes handicapées soit une des composantes de notre diversité sociale.

Enfin, l'orientation sexuelle ne peut plus justifier des droits différents. Une amélioration du PACS est nécessaire en ce qui concerne l'inscription à l'Etat civil, le choix du régime des biens, le droit des successions, le droit au logement temporaire à l'occasion d'un décès de l'un des membres du couple et les droits sociaux. Dans cette perspective, nous proposerons d'ouvrir le mariage aux couples de même sexe ainsi qu'une réforme du droit d'adoption ouvrant la voie à l'homoparentalité.

b) Une lutte drastique contre les discriminations

Des milliers de Français issus de l'immigration sont traités comme des citoyens de seconde zone dans notre pays. Quel crédit un jeune peut-il porter à la République lorsqu'il se fait systématiquement rejeter lorsqu'il recherche un emploi, un logement, ou même simplement lorsqu'il sort avec des amis, et ce quel que soit son niveau de diplôme, du simple fait de son nom, de sa couleur de peau ou de son adresse ? Face aux réponses d'inspiration anglo-saxonne, qui consistent à introduire de nouvelles discriminations, nous devons privilégier les solutions républicaines c'est-à-dire faire appliquer la loi car les initiatives prises pour donner une inflexion n'ont pas suffisamment d'impact.

C'est d'abord une question de volonté politique :

- Aucune discrimination sans sanction : actuellement, très peu de condamnations sont prononcées. Il faut se donner les moyens de faire respecter la loi grâce au renforcement des services de police pour confondre systématiquement les comportements hors la loi d'une part et former les magistrats au traitement judiciaire des discriminations d'autre part.

- Une action positive sociale doit également permettre la promotion sociale de jeunes de toutes origines, par exemple sur le modèle des placés réservés par Science-Po à des jeunes scolarisés en ZEP. Cette action volontaire, qui devra concerner de nombreux domaines, doit être basée sur les seuls critères sociaux pour écarter toute dimension ethnique qui comporterait de nombreux effets pervers.

c) Assurer la sécurité pour tous et partout

Trois ans après le 21 avril 2002, l'échec de la droite en matière de lutte contre l'insécurité est manifeste. Au lieu de faire reculer la violence, sa politique a instauré un partage territorial entre centres-villes protégés et quartiers abandonnés. Les inégalités face à l'insécurité se sont aggravées. Nos concitoyens les plus fragiles affrontent ainsi à la fois l'insécurité et l'insécurité sociale.

Le phénomène le plus préoccupant est assurément la montée des violences contre les personnes. Aggressions, racket, violences scolaires, violences sexuelles sont à la hausse.

La sécurité est une priorité pour les socialistes. Nous défendons la loi, la règle collective doit être respectée, ceux qui la transgressent doivent être sanctionnés.

Une mobilisation générale et globale contre la violence doit désormais être la priorité :

- Une grande politique de prévention précoce pour agir en amont des comportements violents, notamment en généralisant les cellules de veille éducatives.

- Un plan de lutte contre les violences familiales doit permettre de protéger l'enfance en danger. La peur pousse à la violence. La violence engendre la violence et il faut agir pour que les victimes d'aujourd'hui ne soient pas les agresseurs de demain.

- Notre justice doit être sévère dans le prononcé des sanctions et l'effectivité de l'application des peines notamment contre la récidive. Nous voulons la création d'une véritable justice de réparation pour éviter l'inflation carcérale.

- Pour assurer une sécurité publique de proximité, l'organisation de la police nationale doit être adaptée aux nouvelles formes de criminalité en inversant la logique actuelle, c'est à dire en affectant les moyens en fonction du niveau de délinquance. Nous devons lutter contre la vision de la droite qui agit dans une logique de sécurité privée. Nous ne devons pas transiger avec le principe selon lequel le monopole de la contrainte appartient à l'Etat et à lui seul. Il conviendra également de relancer les politiques partenariales de sécurité, notamment entre les services de l'Etat et les collectivités locales.

Le besoin de sécurité est aussi la conséquence des incertitudes qui dominent sur la scène internationale, du développement des intégrismes et des menaces terroristes, ainsi que de l'internationalisation croissante de la grande criminalité et des grands trafics (drogue, armes, contrefaçons, déchets toxiques et, de plus en plus, des êtres humains). Face à ces nouvelles menaces, il faut développer de nouvelles règles de sécurité internationale et renforcer les coopérations, européennes et internationales, en matière de police, de justice et de renseignement. Le combat contre le terrorisme est une priorité absolue. Il doit être fondé sur la démocratie et l'Etat de droit. La création d'une police européenne aux frontières doit désormais aboutir.

d) La Laïcité, condition du vivre ensemble

La laïcité est la pierre angulaire de notre pacte républicain. Car elle unit trois valeurs fondamentale : la liberté de conscience, l'égalité en droit des options spirituelles et des religions, la neutralité du pouvoir politique. La grande loi de 1905 affirme la dissociation de la citoyenneté et de l'appartenance spirituelle. Cela était vrai hier, cela le demeure pleinement. Au nom du principe même de laïcité, la France doit accueillir les nouvelles religions ; celles-ci doivent également respecter les valeurs républicaines. La laïcité, c'est là liberté, mais c'est tout autant l'égalité entre les citoyens quels qu'ils soient, c'est enfin là fraternité, car elle a pour mission de créer les conditions permettant à tous de vivre ensemble dans un respect réciproque.

Il faut veiller dans le cadre de l'organisation du territoire, des collectivités locales et notamment de la ville, à ce que chacun trouve sa place, son habitation, son métier, son éducation, sa culture, sa pratique religieuse ou philosophique. Il faut donc initier des politiques publiques, assumées comme telles par l'Etat, en relation avec les collectivités locales qui organisent cette diversité.

Si la République abandonne son territoire, elle laisse cet espace aux communautarismes. Et ce n'est plus la République.

La loi de 1905, aux principes toujours d'actualité, ne fait pas de distinction entre les religions et elle leur reconnaît une égalité de droits et de devoirs. L'Islam doit donc se voir reconnaître les mêmes droits que les autres religions pour les lieux de culte, la place des sépultures dans les cimetières et les spécificités alimentaires.

4. Un nouveau contrat social

a) Mieux prévenir et guérir la maladie

Notre système de soin a été considéré comme le plus performant du monde selon l'OMS, et l'on peut se flatter que l'espérance de vie dans notre pays soit la plus élevée de toute l'Union européenne. Malgré la CMU, les inégalités devant la santé restent fortes. La mortalité prématurée des ouvriers est trois fois supérieure à celle des cadres. De nouveaux problèmes de santé publique comme l'obésité émergent et frappent plus particulièrement les plus pauvres. Notre objectif est donc de bien soigner chacun, mais aussi de prévenir les maladies.

Nous devons lancer de grands programmes pluriannuels de prévention comportant des campagnes d'information et d'éducation pour la santé : le tabac et l'alcool, la santé mentale et l'hygiène alimentaire. Nous devons être aussi en mesure de prendre en charge les maladies liées au vieillissement par des modes d'accompagnement appropriés.

Nous devons réduire les inégalités notamment par une politique de péréquation financière entre les régions, notamment pour les hôpitaux et une politique d'incitation à l'installation des médecins dans les lieux défavorisés. Après les politiques d'affaiblissement de l'hôpital public et de privatisation menées par la droite. Il faudra lui redonner toute sa place. Une action particulière sera menée en faveur des hôpitaux locaux dont on mesure l'importance pour de nombreux territoires. Nous mettrons en œuvre une politique de modernisation de la médecine ambulatoire en favorisant la mise en œuvre de réseau et en proposant de nouvelles formes de rémunération. Nous remettrons à l'ordre du jour la démocratie sanitaire au travers d'une réforme profonde de la gouvernance.

De manière générale, pour préserver un système de santé indépendant, nous devons développer des moyens en matière de recherche y compris au niveau européen sur

l'ensemble des risques. L'indépendance vis à vis des laboratoires pharmaceutiques est à reconquérir : elle passe par une vraie politique du médicament.

Nous organiserons un débat approfondi avec l'ensemble des Français sur la part de la richesse nationale que nous sommes prêts à consacrer à la santé : l'espérance de vie est sans cesse plus longue avec ses progrès mais aussi ses difficultés, nous soignons chaque jour mieux des maladies graves ou rares. Ce choix de société a un coût. Que sommes nous prêts à payer pour vivre mieux et plus longtemps quelque soit notre catégorie sociale ou notre lieu d'habitation ? Et sous quelle forme ? Cette question doit être largement discuté au sein de notre pays, au-delà des intimidations sur le taux de prélèvements obligatoires. Il en va désormais du contenu même du pacte social.

b) Faire de l'allongement de la durée de la vie un progrès de civilisation

En France, 7 millions de personnes auront plus de 80 ans en 2040. Pour les socialistes, le vieillissement n'est pas un « problème » mais une chance. Ce sera un progrès de société si chacun peut vivre mieux et plus longtemps. L'augmentation de la part des plus âgés dans la structure de la population doit dès à présent être préparé.

D'abord en garantissant à chacun une retraite fondée sur un taux de remplacement qui doit être d'autant plus élevé que le revenu de travail est modeste. Sa stabilité dans le temps sera préservée. Il faudra préserver le système par répartition fondé sur la solidarité entre les générations. Nous ouvrirons une négociation globale dès 2007, avec l'ensemble des partenaires sociaux après un débat national, pour tenir davantage compte de la pénibilité dans le calcul des durées de cotisations et des situations familiales, notamment pour les femmes. De nouvelles ressources seront mobilisées à travers notamment une contribution de solidarité sur l'ensemble des revenus.

Ensuite, en développant une prise en charge globale de la dépendance fondée sur des services de soutien à domicile. La France accumule un retard considérable dans ce domaine créateur d'emplois en comparaison de ces voisins européens.

Enfin, l'âge de la retraite doit être l'occasion d'une mobilisation pour le service d'autrui et la solidarité à l'égard des jeunes générations et des autres continents. Il reviendra aux pouvoirs publics d'encourager et de faciliter ces actions.

c) Développer une grande politique progressiste de la famille

Familles monoparentales, recomposées, éclatées... l'évolution des modes de vie n'a pas été suffisamment prise en compte dans les dispositifs de prestation.

La politique familiale doit être profondément transformée. Les allocations familiales devront être davantage modulées en fonction des revenus et allongées dans le temps pour tenir compte de la présence des adolescents. Mais, il s'agira surtout d'offrir aux familles des services et des aides en nature particulièrement pour permettre aux femmes qui assurent à 80% l'éducation des enfants et les tâches ménagères de concilier vie de famille et travail. Le congé paternel sera élargi et la possibilité de suspendre le contrat de travail pour l'éducation des enfants seront ouvertes pour les deux parents.

L'autonomie des jeunes sera favorisée : augmentation des bourses, amélioration des rémunérations versées aux stagiaires et aux apprentis.

d) Une immigration partagée et maîtrisée

L'immigration est une réalité incontournable compte tenu des déséquilibres mondiaux. Pour la France, c'est à la fois une richesse sociale et culturelle et un besoin économique. Nous devons, aujourd'hui, considérer l'immigration comme une chance pour l'économie et la démographie de notre pays, sous réserve qu'elle soit partagée et maîtrisée.

Il faut rompre avec le consensus qui s'est instauré en Europe sur le seul volet répressif et sur la manière dont il convenait de lutter contre l'immigration clandestine : contrôler, enfermer et éloigner. Cette politique n'a pas interrompu les flux. Au contraire, elle a fragilisé la situation des étrangers en situation irrégulière, renforcé la puissance des filières criminelles d'immigration clandestine et favorisé le développement de la traite des êtres humains et leur exploitation dans le cadre de l'économie souterraine.

Nous proposons donc une politique fondée sur le contrat avec les pays d'origine, notamment sur la maîtrise des flux (visas, droit de séjour), les conditions de l'intégration dans la société française et les conditions de réussite du retour.

Cette immigration légale, loin de constituer un appauvrissement des pays d'origine, assurera une contribution financière non négligeable au développement économique de ces pays. Elle associera les acteurs à la politique de l'immigration. Elle redonnera son sens à la lutte contre les filières d'immigration illégale et contre le travail clandestin. À cet égard la coopération et l'harmonisation européenne devront être renforcés.

Parallèlement nous devons nous attacher à accueillir les étrangers qui s'installent en France dans des conditions convenables permettant leur intégration dans notre société.

De même, après tant d'années de promesses non tenues, il nous appartient, dès notre retour aux responsabilités, d'accorder le droit de vote aux étrangers pour les élections locales, dès lors qu'ils paient des impôts locaux.

5. Bâtir la société écologiste

Réchauffement climatique, détérioration de la qualité de l'air et de l'eau, raréfaction des ressources, pollution des villes et des espaces naturels, l'urgence écologique n'est hélas plus à démontrer.

Depuis la révolution industrielle, le développement économique s'est réalisé comme si nous étions dans un univers illimité, sans se préoccuper ni de l'épuisement des ressources naturelles ni des déchets. Deux chiffres illustrent cette situation : les 30 pays industrialisés qui représentent seulement 20 % de la population mondiale consomment 80 % des ressources énergétiques non renouvelables de la planète. A cela, il faut ajouter que la demande énergétique, qui a augmenté de 60% en 30 ans, s'accroît considérablement avec le développement fulgurant des pays émergents comme la Chine ou l'Inde. Les politiques environnementales actuelles se contentent d'agir a posteriori en corrigeant les effets nocifs du développement économique alors qu'il faudrait au contraire que le modèle de développement corrige de lui même ses propres effets négatifs sur l'environnement.

Des normes exigeantes doivent être fixées sans plus tarder. Le développement durable doit être une priorité de notre action :

- Au plan international : Nous devons poursuivre la bataille pour des normes internationales (Kyoto), prendre clairement position pour le financement international du développement,

(taxation, transferts de savoirs), et de la protection des espaces fragiles (océans, forêts), défendre le commerce équitable, en particulier pour l'agriculture.

- Au niveau européen : L'augmentation du budget européen est indispensable pour financer la recherche et un plan de transport trans-européen (ferroutage). Il faut conforter les politiques européenne de l'environnement et réorienter davantage encore la PAC vers le développement rural.

En France, nous devons préparer dès aujourd'hui la société sans pétrole pour mettre notre pays à l'avant-garde économique et industrielle européenne et mondiale.

Il s'agit de prendre des engagements, chiffrés et datés, pour la recherche, la maîtrise de l'énergie, la lutte contre les pollutions (air, eau, déchets), le développement des transports collectifs, la construction de logements de haute qualité, la gestion équitable des territoires, urbains et ruraux. Des contrats d'objectifs chiffrés avec les collectivités locales, notamment pour la gestion des ressources naturelles, pourraient en découler.

Dès à présent nous devons fixer des objectifs ambitieux :

- Des voitures totalement propres en ville d'ici 10 ans. Un contrat entre l'Etat et les villes pour promouvoir le transport collectif sera proposé. L'égalité entre transports ferroviaires et routiers sera garanti.
- Le respect obligatoire des normes de haute qualité environnementales dans les constructions neuves, et un grand programme d'isolation des logements sociaux afin de favoriser les économies d'énergie.
- Le doublement de la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique. Le rééquilibrage des investissements de recherche publique à 50/50 nucléaire/renouvelables (contre 90/10 aujourd'hui) doit devenir un objectif à moyen terme.
- Le traitement à la source des déchets, à travers d'une contractualisation avec les industriels, avec pour objectif une mutation technologique débouchant sur du 100% recyclable.
- Création d'une police de l'environnement pour faire respecter le droit et sanctionner les dégradations.

D'autre part, s'agissant de l'eau, les écarts de prix sont extrêmement choquants. Un dispositif national devra être en mesure d'en faire l'analyse et de proposer des mécanismes de péréquation.

- Développer la taxation écologique en rétablissant le principe polluer/payer et en modulant les taxes selon les sources d'énergie et leur rareté.

6. Une démocratie moderne

a) Une nouvelle République

Les institutions de la V^{ème} République et la pratique qui en est faite par l'actuel Chef de l'Etat ont conduit à une véritable crise de régime : confusion dans l'exécutif, irresponsabilité des gouvernants, affaiblissement du Parlement, représentation déformée de la réalité politique et

dessalement du citoyen. C'est de cette V^{ème} République dont nous voulons tourner la page.

Des ruptures institutionnelles fortes devront être proposées autour de cinq principes :

- Un Chef de l'Etat pleinement responsable de ses actes ;
- Le respect intégral de l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif ;
- La pleine souveraineté législative et de contrôle du Parlement ;
- Un véritable statut de l'opposition ;
- Le respect de la parité ;

Parallèlement, les liens de confiance entre élus et citoyens doivent être renforcés par :

- L'introduction d'une dose de proportionnelle dans le mode d'élection des députés ;
- Une réforme des modes de scrutin du Sénat, pour le rendre plus représentatif des territoires, ainsi que des conseils généraux ;
- L'aménagement des modalités de représentation des Français de l'étranger (notamment le vote à distance) ;
- La durée des mandats électifs sera fixée à 5 ans, et le cumul sera limité: nul ne pourra exercer le même mandat plus de trois fois successivement ;
- La parité dans tous les exécutifs (y compris le Gouvernement) et dans les candidatures aux élections sous peine de suppression des financements publics.
- Le droit de vote des résidents étrangers.

Il faut remettre la gauche en mouvement sur la question des institutions. Un référendum institutionnel organisé dans les six mois suivant l'élection présidentielle.

b) Pour une vraie démocratie participative

L'un des moyens pour que le citoyen se rapproche de la démocratie consiste à s'inspirer de « l'initiative citoyenne » du Traité constitutionnel européen en ouvrant aux citoyens un droit de pétition contraignant le Parlement à se saisir d'un sujet soit pour demander l'adoption d'un texte législatif, soit pour en exiger l'abrogation. Nous proposons également l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel sur les mêmes bases.

Au niveau local, les Conseils de quartiers sont des lieux importants de démocratie participative. Mais, leur rôle s'exerce plus dans le registre de la concertation que de la codécision. Des évolutions devront permettre, notamment sur certains projets, de les associer plus directement encore aux choix.

Le mouvement associatif doit devenir un partenaire majeur. Les institutions doivent même leur déléguer, avec les moyens appropriés, un certain nombre de missions. La contractualisation entre les acteurs publics et le mouvement associatif constitue également une clef privilégiée pour conforter une démocratie moderne.

c) Pour un renouveau de la démocratie sociale :

Aujourd'hui, le dialogue social, la négociation collective sont en panne. L'attitude du patronat, celle également des gouvernements de droite y sont pour beaucoup. La « réforme des retraites » comme le recours aux ordonnances pour modifier le code du travail en sont les illustrations les plus symboliques.

Les socialistes devront revenir sur la loi Fillon sur le dialogue social.

Là où la loi Fillon a généralisé le principe du droit d'opposition, favorisant les pratiques de contestation, nous généraliserons le principe des accords majoritaires à tous les niveaux de la négociation afin de favoriser l'unité syndicale et une culture d'adhésion.

Là où elle a mis gravement en cause le principe de faveur, en posant le principe que l'accord d'entreprise peut déroger à l'accord de branche en défaveur des salariés, nous restaurerons une vraie hiérarchie des normes, garante de l'amélioration de la condition du monde du travail par la négociation, et non sa dégradation.

Là où elle a autorisé la négociation d'entreprise directement avec les représentants élus du personnel, au détriment des organisations syndicales, nous généraliserons la présence syndicale à toutes les entreprises, y compris les plus petites, pour y faire entrer une réelle négociation collective.

Ces réformes impliquent au préalable une rénovation complète de la représentativité des organisations syndicales, qui devra désormais être fondée directement sur le vote des salariés.

La démocratie sociale n'est pas concurrente de la démocratie politique. L'intérêt général est partagé.

d) L'Etat efficace. Une décentralisation clarifiée

- La nécessaire réforme de l'Etat

Ne nous voilons pas la face. Dans tous les domaines, la difficulté de l'Etat à se réformer et à améliorer le fonctionnement de ses services l'empêche de répondre à tous les défis qu'il doit relever. Les dispositifs publics sont mal évalués quand ils le sont. Les lieux de décision se multiplient. Les compétences s'enchevêtrent.

Bien sûr, les « réformes » jusque-là « proposées » étaient souvent des régressions qui visaient avant tout à réduire, les moyens des services publics et le nombre de ses agents. Mais la réforme redevient possible si elle se conforme à une méthodologie qui s'inscrit dans la dynamique démocratique du changement institutionnel :

- Les réformes doivent être adossées à un processus partagé avec les acteurs sociaux, comme avec les usagers.

- Il n'y a pas de réforme positive et acceptée sans les moyens nécessaires à sa réussite.

- Les politiques et les actions publiques doivent prévoir leur propre évaluation selon un calendrier préétabli des réformes, permettant de les corriger et de les adapter en continu.

Nous devons également refondre la décentralisation autour de la clarification des compétences et l'élargissement de la démocratie territoriale.

- La décentralisation sera clarifiée. Elle devra d'abord être sincère à l'opposé des lois Raffarin-Sarkozy. L'Etat doit se recentrer sur ses responsabilités, garantir que les transferts des compétences aux collectivités territoriales s'accompagnent vraiment des transferts financiers correspondants et organiser la péréquation entre collectivités riches. Il faut également reconnaître à la Région un rôle de chef de file dans le domaine du développement économique, de l'aménagement du territoire et dans la formation

professionnelle. L'Etat doit définir 5 ou 6 grands pôles de compétitivité de niveau mondial et organiser les projets de développement au niveau des bassins d'emploi (350 en France).

Les inégalités territoriales croissantes, les phénomènes d'exclusion géographiques qui en découlent, ne trouveront des solutions que si des moyens financiers supplémentaires sont alloués grâce à une fiscalité différente, correctrice, et même discriminante.

Pour l'Outre-Mer, un véritable plan pour l'égalité doté de moyens suffisants et mené avec l'autorité nécessaire doit être élaboré afin de reconstruire une cohésion sociale mise à mal ces dernières années. La solidarité doit pouvoir s'appliquer, comme pour les autres territoires fragiles par la discrimination positive.

- La démocratie territoriale : Il s'agira d'organiser le même jour l'ensemble des élections locales, de désigner au suffrage universel les structures intercommunales et d'introduire enfin le statut de l'élu.

e) Une justice indépendante

Restaurer la confiance en la justice est d'autant plus nécessaire que la droite porte gravement atteinte à son indépendance et ne respecte pas la loi de programmation qu'elle a elle-même votée.

- Une justice plus accessible et attentive aux citoyens : en multipliant les lieux d'information et d'aide aux démarches juridiques (maisons de la justice et des droits), en assurant un meilleur accès à l'aide juridictionnelle et en assurant l'exécution effective des décisions civiles et des dommages et intérêts ;

- Une justice qui protège les victimes en développant le réseau associatif d'information et d'aide aux victimes pour le rendre plus accessible afin de rendre effectif l'indemnisation des victimes.

- Une justice éducative pour les mineurs délinquants. La fuite en avant législative concernant les sanctions est une fausse solution. La responsabilisation de mineurs et le primat de l'éducatif doivent rester des impératifs.

En conséquence, il faudra donner les moyens humains pour que les décisions des juges des enfants soient rapidement appliquées, diversifier les établissements accueillant des mineurs délinquants et prendre en charge ceux qui présentent des troubles psychologiques.

- Une justice garante des libertés et de la présomption d'innocence et donc limiter précisément ce qui peut relever de procédures pénales d'exception.

- Une justice qui lutte contre la récidive. L'encombrement des prisons, l'incapacité à garantir la dignité des détenus et à favoriser leur réinsertion dans les conditions actuelles de détention est facteur de récidive. Nous proposons de remettre à l'ordre du jour le projet de loi pénitentiaire préparé sous la précédente législature et notamment une autorité indépendante des prisons, de relancer le travail d'intérêt général et enfin d'accroître les moyens humains des services d'insertion et de probation et des juges d'application des peines.

- Une justice indépendante et responsable. Nous proposons un double système. D'abord, un Conseil supérieur de la magistrature chargé des mesures disciplinaires qui ne soit pas composé seulement de magistrats, comme c'est le cas aujourd'hui, mais d'une majorité de non-magistrats. Ensuite, l'institution auprès de chaque cour d'appel d'une commission qui recevrait les réclamations des justiciables est possible. La responsabilité des magistrats doit

être le corollaire de la nécessaire indépendance de la justice sans faire des juges des boucs émissaires comme le fait Nicolas Sarkozy.

f) Des médias pour la démocratie

Dans une société ouverte sur la société, de plus en plus participative pour répondre aux aspirations nouvelles des citoyens, nous avons besoin de médias indépendants, pluralistes. Il en va de l'équilibre même des institutions démocratiques. Les concentrations des médias, autour de grands pôles financiers ou de grandes sociétés industrielles doivent être impérativement revues. Dans le même temps, des efforts humains et financiers mais aussi technologiques doivent être mobilisés autour du service public de l'information. L'information, le libre débat doivent pouvoir échapper dans un pays comme le nôtre aux logiques à courte vue de la marchandisation. À ce stade, les conditions de nomination et les prérogatives du CSA devront être entièrement revues dans le sens de son indépendance comme de son pouvoir de sanction.

IV – Refonder l'Europe pour répondre au défi de la mondialisation

1. Agir en Européens avec les Européens

L'Europe est plongée dans une crise sans précédent depuis 1957. Sans projet institutionnel pour fonctionner à 25, après le rejet du Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas, sans budget pour 2007, sans vision commune sur ses finalités et ses frontières, l'Europe est de nouveau livrée à l'exacerbation des intérêts nationaux.

Les socialistes refusent la fatalité. Ils ne se résignent ni au délitement du projet européen, ni à la réduction de l'Union à un espace économique. Pour les socialistes, la réponse à la crise ne passe pas par moins de solidarité entre États riches et pauvres, moins d'unité politique sur le continent, mais au contraire par plus de cohésion et d'Europe sociale pour protéger les citoyens, plus d'investissements communs pour la croissance et l'emploi, plus d'Europe politique pour défendre nos valeurs dans le monde, plus d'Europe démocratique pour agir au service des citoyens.

L'Europe a besoin d'une refondation autour d'un projet et d'une vision communs qui ne peuvent se satisfaire de bricolages institutionnels, ou d'un accord à minima sur le budget de l'Union. Face à l'exigence d'étendre toujours davantage sur le continent la démocratie et la paix, face aux nouveaux défis de la mondialisation, l'Union politique reste l'ambition des socialistes.

C'est pourquoi, les socialistes français ont proposé aux socialistes de toute l'Europe de travailler à un nouvel agenda politique européen centré autour d'un double objectif : redonner confiance aux citoyens dans le projet européen en donnant une nouvelle priorité à l'action en faveur de la croissance et de l'emploi, remettre sur les rails la construction de l'Europe politique. C'est pourquoi les socialistes demanderont :

- La consolidation de l'Euro au service de la croissance ; les politiques économiques doivent être effectivement coordonnées au service de l'investissement et l'emploi au sein de la zone Euro ; ce gouvernement économique européen doit être renforcé face à la Banque centrale. L'une des premières urgences doit être la mise en œuvre d'une harmonisation fiscale de base sur le bénéfice des sociétés au sein de l'Union.

- La priorité budgétaire doit être donnée aux investissements européens dans la recherche, l'innovation et la formation ainsi qu'au financement des réseaux transeuropéens contribuant au développement durable et à la compétitivité des territoires. Cette priorité suppose l'augmentation du budget européen ainsi que la création de nouvelles ressources propres y compris un impôt européen. Un budget pour réussir aussi l'élargissement et financer les politiques d'avenir ;
- La relance de grands projets européens, la mise en œuvre de politiques industrielles communes dans les secteurs stratégiques (espace, nouvelles sources d'énergies, nanotechnologie, biotechnologie, défense, etc.), à 25 dans le cadre communautaire, chaque fois que cela est possible, ou sous la forme de coopérations renforcées.
- L'adoption d'une directive cadre sur les services d'intérêt général et l'arrêt de tout projet de directive menaçant les services publics ou les droits sociaux, et le rejet du projet de directive Bolkestein présenté par la Commission.
- Un agenda social rénové, en lien avec les partenaires sociaux, incluant le renforcement des directives sur le temps de travail, le travail intérimaire, les comités d'entreprise européens.
- La définition d'une vision commune du projet d'avenir pour l'Union Européenne : Sans progrès de l'Europe démocratique, sans avancée de l'intégration politique, les politiques de marché domineront l'Union. Pour les socialistes, l'Europe du progrès social et l'Europe politique sont les deux faces du même projet. Nous proposons de préparer des Assises européennes consacrées à l'Avenir de l'Union. Ces assises devront être ouvertes largement à la société civile et aux acteurs sociaux et déboucher sur des positions communes pour la relance du processus institutionnel européen. Ce vaste débat à l'initiative des socialistes européens se tiendra dans les différents pays à partir de la fin 2005 pour se conclure au cours du premier semestre 2006. Le débouché de ces Assises pourrait être la proposition de reprendre le processus constitutionnel européen par la convocation d'une Convention d'un type nouveau, plus large et ouverte que la première. Que voulons-nous faire ensemble, quel type d'Europe voulons-nous, dans quelles frontières, pour quel rôle dans le monde ? Telles sont les questions qui devront être débattues et d'où découleront le choix d'institutions nouvelles pour l'Union. Pour les socialistes l'Europe doit redéfinir son contrat politique avant d'envisager tout nouvel élargissement.

2. Pour un autre monde :

La mondialisation existe, les replis frileux, le néo-protectionnisme n'y feront pas obstacle. Elle porte des inégalités majeures. Mais elle fait aussi émerger la conscience de plus en plus forte que la planète est une, que les biens publics mondiaux sont le patrimoine de l'humanité, que la solidarité mondiale est nécessaire face aux fléaux naturels ou provoqués par la folie des hommes.

Nous devons faire en sorte que cette mondialisation soit maîtrisée.

Dans les pays émergents il faut lutter contre les pandémies, la pauvreté, les dictatures, l'insuffisance de démocratie, la corruption. Trop de pays ne parviennent toujours pas à décoller et l'accès aux biens publics minimaux (l'eau, l'éducation) leur est actuellement refusé. L'Europe doit porter le projet d'un renouveau de l'aide multilatérale, en pérennisant les ressources allouées à l'aide au développement. En effet, en dépit des engagements internationaux d'augmentation de ces ressources, le risque est grand de voir ces objectifs abandonnés au gré des fluctuations des recettes budgétaires des Etats soumis à des

revendications domestiques plus immédiatement perceptibles politiquement. Par ailleurs, l'objectif de consacrer 0,7 point de PIB à l'aide au développement ne devrait être atteint qu'en 2015. Or, les besoins des pays en développement sont urgents.

Il nous faut également construire de véritables instances de négociation, de décision et de sanction, non seulement propres au fonctionnement même de l'économie de marché, permettant notamment d'éviter la survenance répétée de crises de solvabilité dans les pays émergents, mais visant également à dépasser la seule logique de marché en imposant la prise en compte des préoccupations environnementales et sociales. À côté, ou contre, ou en dépit d'un capitalisme « anarchique et diffus », pour reprendre l'expression de Jaurès, mais véritable source d'unification mondiale, il nous faut construire une régulation internationale visible, cohérente. Or, dans ce domaine, le « principe de spécialité » prévaut.

Ici une organisation pour le commerce, là une autre pour le financement du développement, ailleurs encore une agence sur les questions environnementales. Un Conseil de Sécurité Economique et Social, au sein duquel les pays émergents doivent prendre toute leur place, doit se substituer aux clubs des puissants. L'OMC sera ainsi réintégrée au sein du système des Nations Unis et placée, comme le FMI et la Banque Mondiale, sous le contrôle de ce Conseil de Sécurité.

Si nous sommes solidaires, il nous faudra être exigeants. Nous affirmons que le progrès économique et le progrès démocratique sont indissociables. Les difficultés du développement ne doivent jamais justifier l'absence de liberté formelle.

L'absence de démocratie, la restriction de la liberté d'information, les entorses aux Droits de l'Homme qui entravent le développement, en encourageant la corruption et la captation des rentes. Le respect des principes de gouvernance démocratiques doit être une exigence permanente de notre nouvelle politique étrangère, la condition de notre engagement auprès des pays en développement.

C'est aujourd'hui à l'Europe, de représenter l'espoir pour le monde en développement. De même que nous avons, sur les décombres de la seconde guerre mondiale, su refuser le poison du nationalisme et patiemment travaillé à l'union de notre continent, nous avons su tirer les leçons de notre passé colonialiste pour porter le message d'un développement multipolaire, respectueux des modèles culturels, attentif à la cohésion sociale. Ce qui fait la force d'attraction du modèle européen, c'est précisément notre refus de l'imposer aux autres. Nous sommes tenus à l'exemplarité.

Notre devoir est d'organiser le continent euro-africain en construisant des solidarités fortes avec nos voisins de l'Est et du Sud qui ne feront pas partie de l'Union Européenne.

Plus particulièrement, la Méditerranée est un enjeu crucial pour l'Europe. L'Europe a besoin des pays du Sud de la Méditerranée pour obtenir plus croissance, faire face aux conséquences du vieillissement des populations, pour mieux lutter contre le terrorisme. Les pays du Sud de la Méditerranée ont besoin d'une Europe forte pour leur développement, pour créer les emplois nécessaires à leur vitalité démographique, pour la démocratie et la lutte contre les extrémismes et le terrorisme qui les frappent comme nous : les morts de Djerba, Casablanca, Madrid et Londres sont les victimes des mêmes terroristes. Plus largement, l'Europe doit offrir à l'Afrique toute entière un partenariat privilégié préfigurant, à terme, une communauté euro-africaine. Alors que le monde se constitue autour de grands pôles, l'américain et l'asiatique, l'UE doit prendre l'initiative de partenariats privilégiés avec ses voisins de l'Est et du Sud pour créer un pôle euro-africain.

V – Notre rassemblement. Un parti, un but, un moyen

1. La démocratie militante, fondement de notre unité

Rassembler les socialistes est notre première tâche.

Le Parti Socialiste n'est fort que lorsqu'il parvient à se rassembler sur une ligne politique claire de transformation sociale. Quand il y parvient alors tout redevient possible ; de gagner le référendum de Maastricht dans un contexte national difficile, de remporter les élections législatives de 1997 ou bien encore des victoires électorales retentissantes aux élections régionales, cantonales et Européennes en 2004. Divisés ils sont sûrs de perdre, hier, aujourd'hui et demain. C'est pourquoi le rassemblement de la famille socialiste constitue un enjeu majeur de ce congrès, nous voulons porter ce rassemblement ! Le fondement de l'unité du PS c'est le respect de la démocratie, c'est à dire l'affirmation de la primauté du vote des militants comme principe de base de notre vivre ensemble. Le respect du vote des militants s'impose à tout adhérent quel que soient son rang et sa place dans le Parti Socialiste. Sinon pourquoi avoir des militants et à quoi bon militer.

Or il s'est produit après une consultation référendaire interne, prévue par nos statuts, et saluée par tous comme exemplaire pour notre parti et pour son image dans l'opinion publique, des manquements graves qui jettent la suspicion sur nos procédures de délibération et la réalité de notre démocratie. Les militants qui depuis le 21 avril et le congrès de Dijon n'ont pas ménagé leur peine pour reconstruire notre parti, accueillir de nouveaux adhérents et remporté des belles victoires en 2004 se sont sentis à juste titre bafoués.

Notre congrès devra donc non seulement rappeler les principes de notre vie commune mais aussi statuer sur les conséquences d'un non-respect de nos règles fondamentales. Aussi proposerons-nous qu'à l'avenir, tout camarade qui s'affranchirait de ces principes démocratiques ne pourrait plus prétendre exercer des responsabilités dans le parti et le représenter à quelque élection que ce soit pendant une période de deux ans. De la même manière, pour l'avenir, nul ne pourra être candidat à la candidature sans prendre l'engagement formel et public de respecter le vote militant.

Depuis le congrès de Dijon nous nous sommes attelés à mettre en œuvre les décisions votées pour construire ce Grand Parti Socialiste dont la gauche française a besoin. Accroître le nombre d'adhérents, permettre à des sympathisants de nous rejoindre pour participer à nos débats et voter avec la création des adhérents du projet, assurer la diversité de la France dans notre représentation tant interne qu'électorale. Ces objectifs doivent être poursuivis avec volontarisme.

Garantir notre unité c'est aussi veiller à que le débat entre socialistes ne se traduise pas par une nouvelle forme d'intolérance, il convient d'abord de se respecter pour faire respecter le Parti Socialiste. C'est pourquoi à l'issue du congrès, nous proposerons d'adopter en Conseil National un code de bonne conduite régissant nos relations internes et notamment pour tous ceux qui souhaitent concourir à la désignation pour l'élection présidentielle.

De la base au sommet, il faudra faire vivre la démocratie interne, à commencer par le Conseil National qui devra voter de manière régulière sur le rapport d'orientation politique présenté par le Premier Secrétaire. Encore conviendra-t-il à ceux qui en seront membres titulaires de faire preuve de présence et d'assiduité dans la participation aux travaux. C'est pourquoi nous proposerons qu'au bout de trois absences consécutives le titulaire soit remplacé. Pour préciser notre projet et arrêter notre programme, les militants seront associés au débat et consultés par le biais de Conventions Nationales et de conférence

militante. Nous avons besoin d'un parti capable d'animer de grands débats de société et de participer aux confrontations sociales et idéologiques.

À tous les niveaux de notre organisation, les relations avec les syndicats et les associations doivent être renforcées. Pour ce faire, il conviendra de donner encore plus d'importance à la formation politique de nos adhérents. Les outils existent (universités permanentes nationales et fédérales, revues, notes de la Fondation Jean Jaurès) nous devons les mettre au service de nos Fédérations et de nos militants.

2. Un but : la gauche unie pour la transformation sociale

Il nous faut construire une alliance à gauche pour transformer la société et bâtir un contrat durable de gouvernement. C'est pourquoi la gauche doit dépasser le clivage entre partisans du « oui » et partisans du « non ». Il serait mortifère de s'installer dans une telle ligne de partage tant cette division ne pourrait que favoriser la droite.

Notre stratégie de rassemblement majoritaire autour d'un programme de transformation de la société s'inspire bien évidemment des expériences d'union de la gauche, et notamment de la gauche plurielle, dont nous avons tiré les leçons.

Désormais, notre stratégie de rassemblement ne saurait être séparée de la rénovation démocratique et des nouvelles relations sociales et politiques que nous voulons offrir à la France : le débat engagé avec le pays doit reposer sur un programme clair de gouvernement comportant des références de principe mais aussi un cadre précis d'actions et d'engagements. Celui-ci devra être évalué à chaque étape. Pour y parvenir, il faudra mettre en place, indépendamment du gouvernement, un comité de liaison, qui formalisera un cadre collectif d'action et de débat collectif régulier.

3. Un moyen : des assises de l'alternative

Nous devons dépasser le simple rassemblement des forces politiques pour associer toute la sphère militante, associative, et syndicale. De nouvelles formes de dialogue doivent faire des partis politiques et du mouvement social des interlocuteurs et des partenaires. Cette nouvelle forme de coalition « arc-en-ciel » permettrait d'appliquer la démocratie participative pour dépasser l'éternel débat entre indépendance et courroie de transmission. Une première étape consisterait à tenir durant le troisième trimestre 2006 des Assises de l'alternative réunissant les partis de gauche et les Verts et tout le tissu associatif et syndical. Chacun, tout en gardant sa spécificité, sera ainsi amené à dégager un diagnostic des priorités et des engagements. La gauche au Pouvoir devra faire vivre de manière régulière cette confrontation, en institutionnalisant tous les deux ans ces Assises.